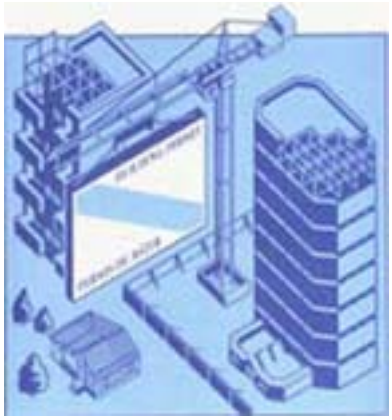
Nº 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir

Février 2012



Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca*. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à *infostats@statcan.gc.ca* ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit nº 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à *www.statcan.gc.ca* et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site *www.statcan.gc.ca* sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada
Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Permis de bâtir

Février 2012

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2012

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de *licence ouverte de Statistique Canada* :

http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm

Avril 2012

Nº 64-001-X au catalogue, vol. 56, nº 2

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'usager

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- Greg Peterson, Directeur, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
- M. Labonté, Chef, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- B. Oueriemmi, Chef d'unité, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- J. Gaudreault, Contrôle de qualité, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
Immeuble principal, SC 1306-i
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants 5

Analyse – Février 2012 6

Secteur non résidentiel : hausses dans les trois composantes 6
Secteur résidentiel : baisse des intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux 7
La Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta affichent les plus fortes hausses 7
Hausse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement 7

Graphiques

1. Valeur totale des permis de bâtir 8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total 8
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple 9
4. Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total 9
5. Valeur commerciale des permis de bâtir 10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir 10
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir 11

Produits connexes 12

Tableaux statistiques

1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée 15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée 15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée 16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel 16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2012 17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2012 19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2012 23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2012 25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2012 26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2012 27
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2012 29

Table des matières – suite

12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2012 30
13 Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2012 31

Qualité des données, concepts et méthodologie

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir 32
Sources de données et méthodologie 33
Concepts et variables observées 35
Catégories de bâtiments 36
Classification géographique 37
Exactitude des données 39
Comparabilité des données et sources connexes 40

Appendice

I Abréviations géographiques 41

Faits saillants

La valeur totale des permis a augmenté de 7,5 % pour se fixer à 6,5 milliards de dollars en février, et ce, à la suite d'une baisse de 11,4 % en janvier. La progression affichée en février provient d'une hausse du secteur non résidentiel, laquelle a dépassé la baisse observée dans le secteur résidentiel.

Analyse – Février 2012

La valeur totale des permis a augmenté de 7,5 % pour se fixer à 6,5 milliards de dollars en février, et ce, à la suite d'une baisse de 11,4 % en janvier. La progression affichée en février provient d'une hausse du secteur non résidentiel, laquelle a dépassé la baisse observée dans le secteur résidentiel.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis s'est accrue de 36,2 % pour se chiffrer à 2,5 milliards de dollars, après avoir connu une baisse de 20,6 % en janvier. Cette augmentation s'explique par la hausse des intentions de construction non résidentielle dans sept provinces. La Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta ont été en grande partie à l'origine de cette hausse.

En revanche, la valeur des permis du secteur résidentiel s'est fixée à 3,9 milliards de dollars, soit 5,3 % de moins qu'en janvier. La diminution enregistrée en février était principalement attribuable à la baisse des intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux observée en Ontario. Des baisses ont également été notées dans cinq autres provinces. Les plus fortes hausses ont été indiquées en Alberta, au Québec et en Colombie-Britannique.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction.

Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données provisoires sont fournies pour le mois de référence en cours. Les données révisées, fondées sur les réponses tardives, sont mises à jour pour le mois précédent.

Secteur non résidentiel : hausses dans les trois composantes

Après avoir affiché trois baisses mensuelles consécutives, la valeur des permis de la composante industrielle a enregistré une hausse de 151,1 % pour atteindre 714 millions de dollars en février, soit le niveau le plus élevé depuis février 2011. Les intentions de construction industrielle ont augmenté dans toutes les provinces, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Saskatchewan. Les plus fortes croissances ont été notées dans les permis de construction d'usines de fabrication en Colombie-Britannique, au Québec, en Ontario et en Alberta.

Dans la composante institutionnelle, la valeur des permis s'est accrue de 64,8 % pour se fixer à 517 millions de dollars. Cette hausse fait suite à trois diminutions mensuelles d'affilée. L'augmentation inscrite en février est attribuable à la hausse des intentions de construction pour une variété d'immeubles dans plusieurs provinces, notamment les immeubles gouvernementaux, les établissements d'enseignement et les immeubles à vocation médicale. La valeur des permis institutionnels a progressé dans sept provinces, le Québec, l'Alberta et l'Ontario ayant enregistré les plus fortes hausses.

La valeur des permis de construction commerciale a augmenté de 3,4 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, et ce, à la suite d'une baisse de 19,7 % affichée en janvier. Cette progression est principalement attribuable aux intentions de construction d'immeubles à bureaux et d'établissements de commerce de détail en Alberta. De plus fortes intentions de construction dans divers types des bâtiments commerciaux dans d'autres provinces ont aussi contribué à la hausse.

Secteur résidentiel : baisse des intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux

Les entrepreneurs ont pris pour 2,3 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en février, en baisse de 6,7 % par rapport à janvier, ce qui constitue une deuxième baisse mensuelle consécutive. L'Ontario a enregistré la plus forte baisse au chapitre des permis de construction de logements unifamiliaux. Toutefois, cinq provinces ont enregistré des hausses.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont reculé de 3,3 % pour se situer à 1,6 milliard de dollars en février. Cette baisse est attribuable à la diminution des intentions de construction dans cinq provinces, principalement en Ontario. Le Québec a connu la plus forte hausse, suivi de l'Alberta.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 17 259 nouveaux logements en février, en baisse de 2,0 % par rapport à janvier. La baisse provient des logements unifamiliaux, lesquels ont fléchi de 6,9 % pour s'établir à 6 922 unités. Par contre, les logements multifamiliaux ont augmenté de 1,6 % pour se chiffrer à 10 337 unités.

La Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta affichent les plus fortes hausses

La valeur totale des permis de bâtir a progressé dans six provinces en février.

La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte augmentation, après deux baisses mensuelles consécutives. Cette progression est attribuable à l'augmentation des intentions de construction provenant de toutes les composantes, sauf la composante commerciale.

Le Québec et l'Alberta ont affiché respectivement la deuxième et la troisième augmentation en importance en février, grâce à des hausses enregistrées dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

L'Ontario a connu la plus forte baisse en raison d'une diminution des intentions de construction observée dans le secteur résidentiel et, dans une moindre mesure, des permis de construction de bâtiments commerciaux.

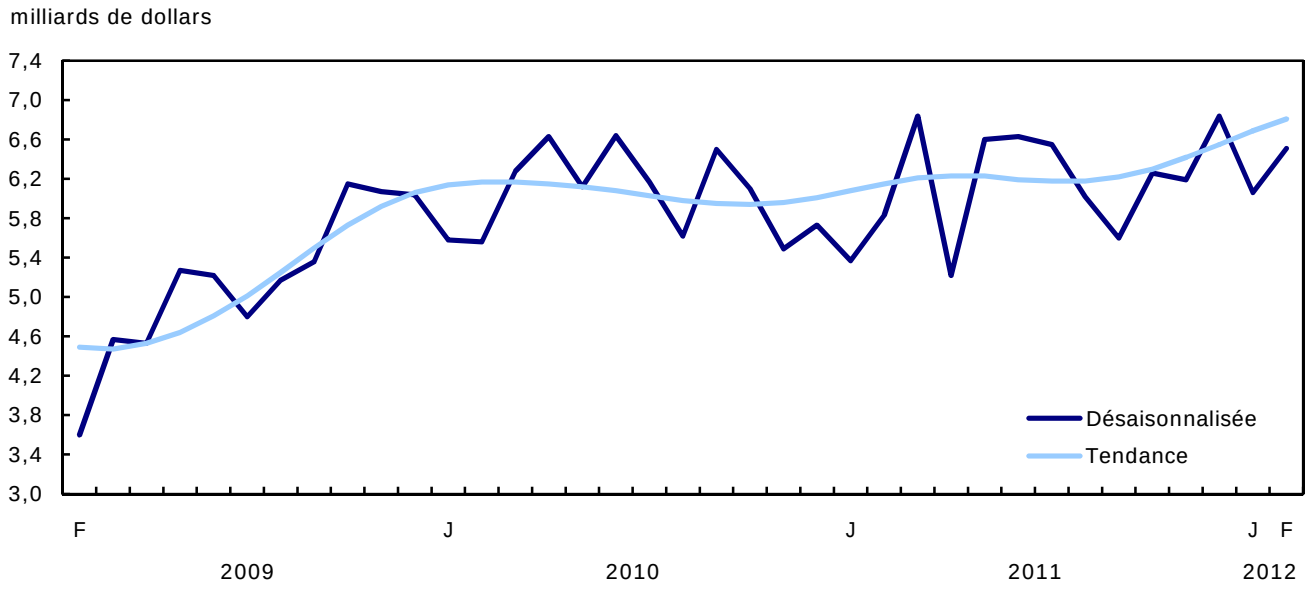
Hausse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

La valeur totale des permis a augmenté dans 23 des 34 régions métropolitaines de recensement.

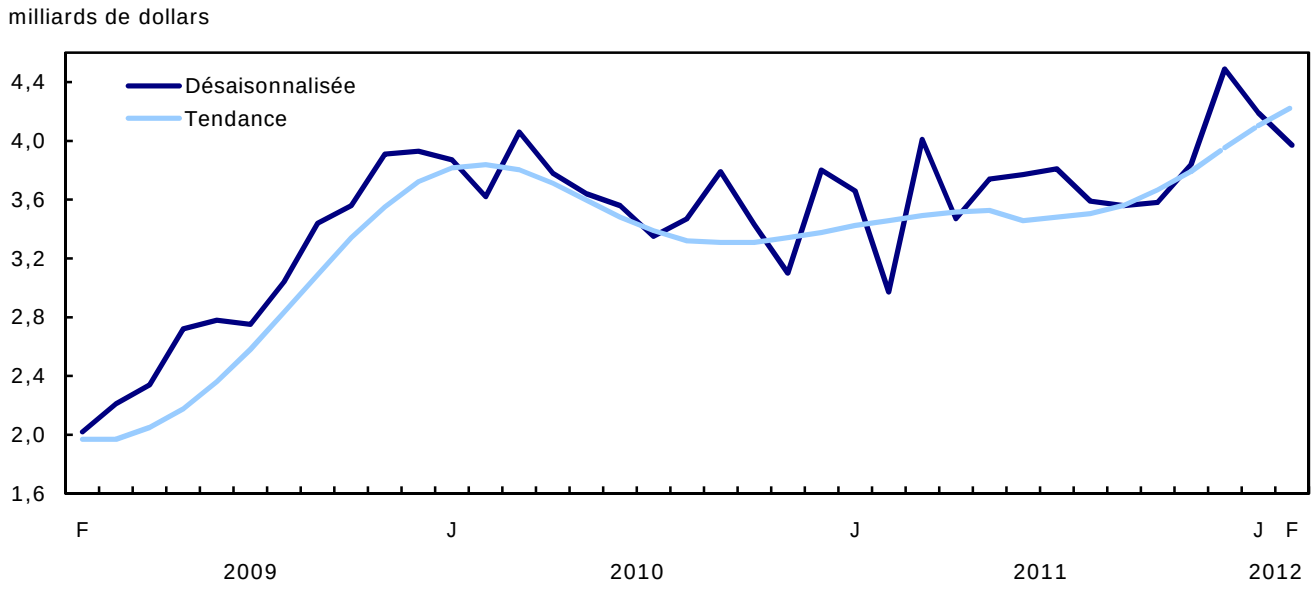
Les plus fortes augmentations ont été enregistrées à Calgary, à Edmonton et à Montréal. À Calgary, la hausse provient particulièrement des permis de construction de logements résidentiels et d'immeubles commerciaux et institutionnels. À Edmonton, la hausse s'explique par une augmentation des intentions de construction du secteur résidentiel et des bâtiments industriels et institutionnels. À Montréal, l'augmentation est principalement attribuable à la hausse des intentions de construction d'immeubles non résidentiels et de logements multifamiliaux.

Toronto, Ottawa et Hamilton ont enregistré les plus fortes baisses. À Toronto, la baisse découle particulièrement du recul des intentions de construction du secteur résidentiel, lequel a effacé la hausse enregistrée dans le secteur non résidentiel. À Ottawa, la diminution s'explique par les baisses des intentions de construction de toutes les composantes, à l'exception de la composante institutionnelle. À Hamilton, le repli était principalement attribuable à la baisse des intentions de construction du secteur résidentiel et d'immeubles à vocation institutionnelle.

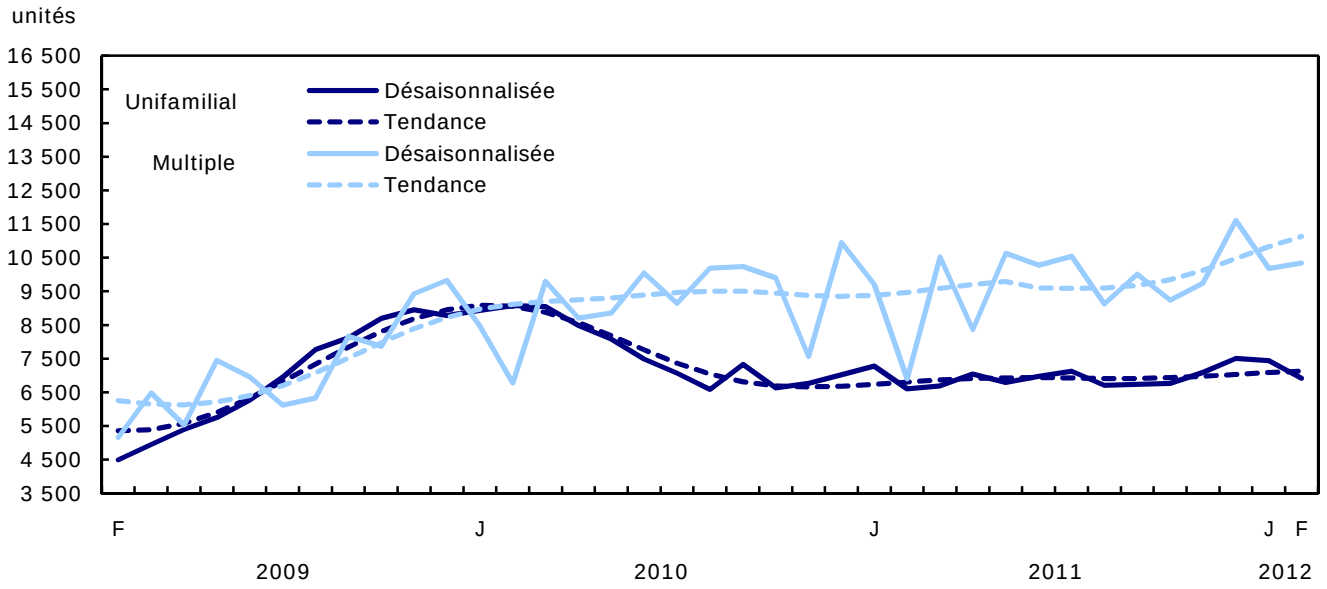
Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir



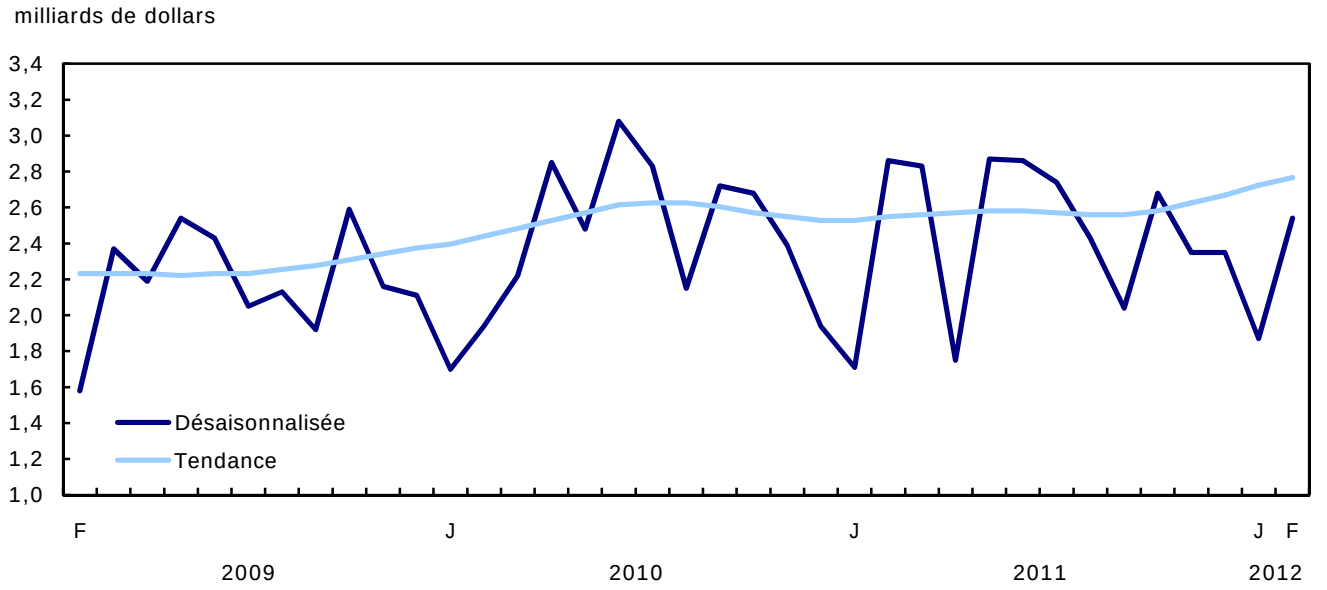
Graphique 2
Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total



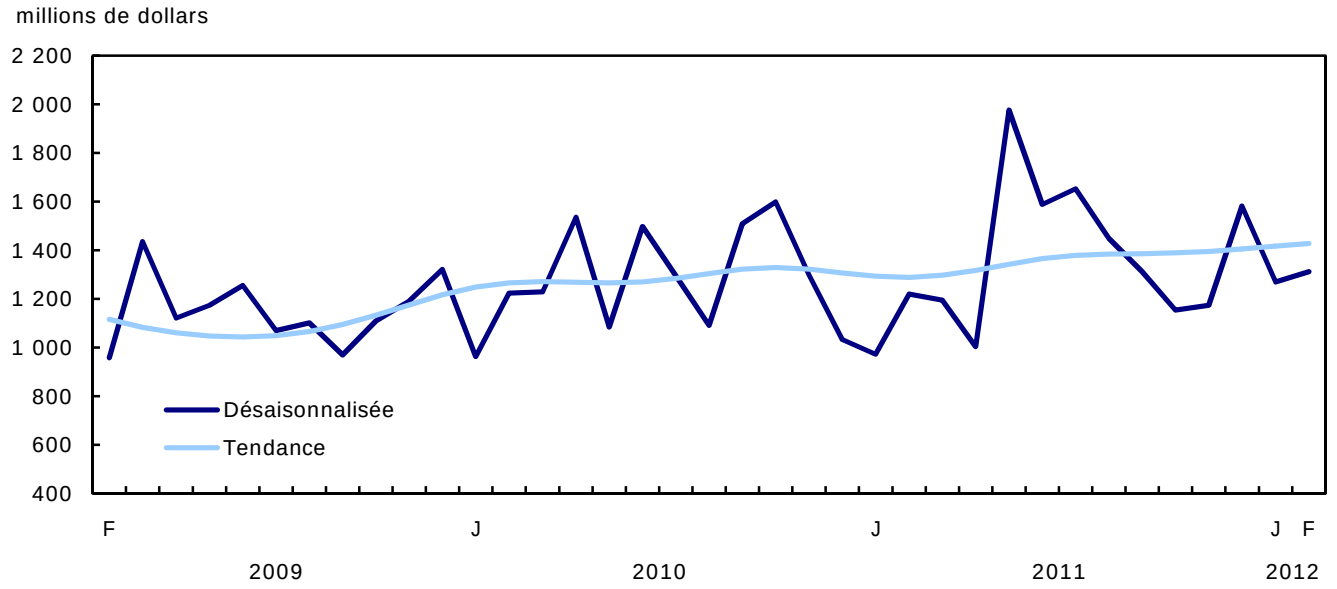
Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple



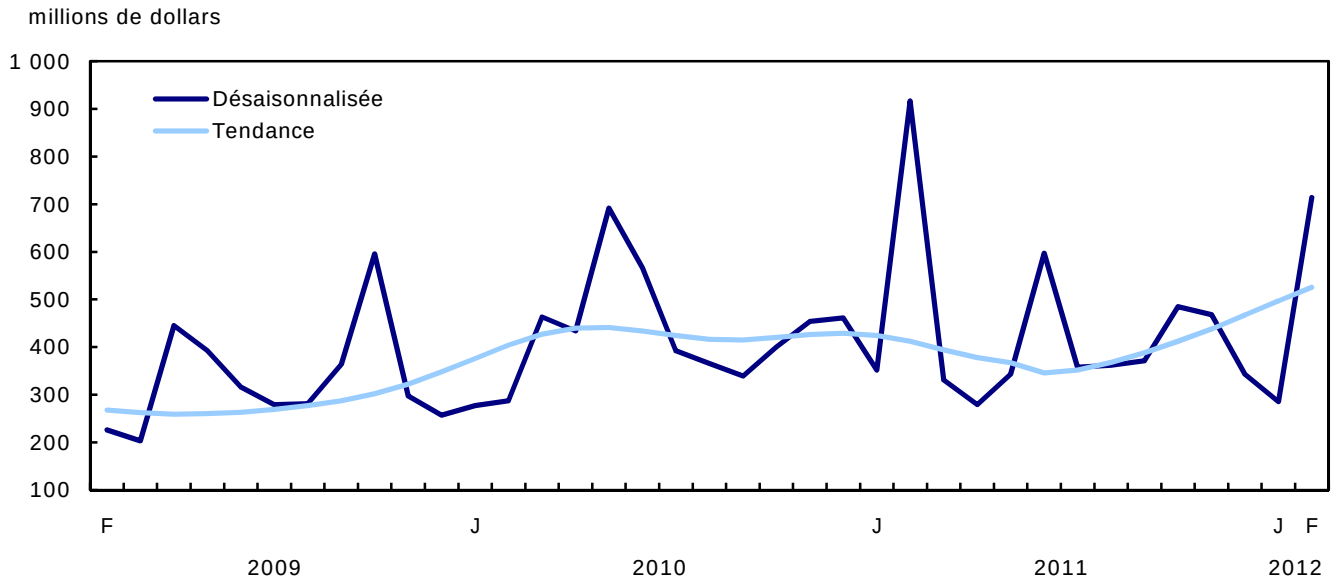
Graphique 4
Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total



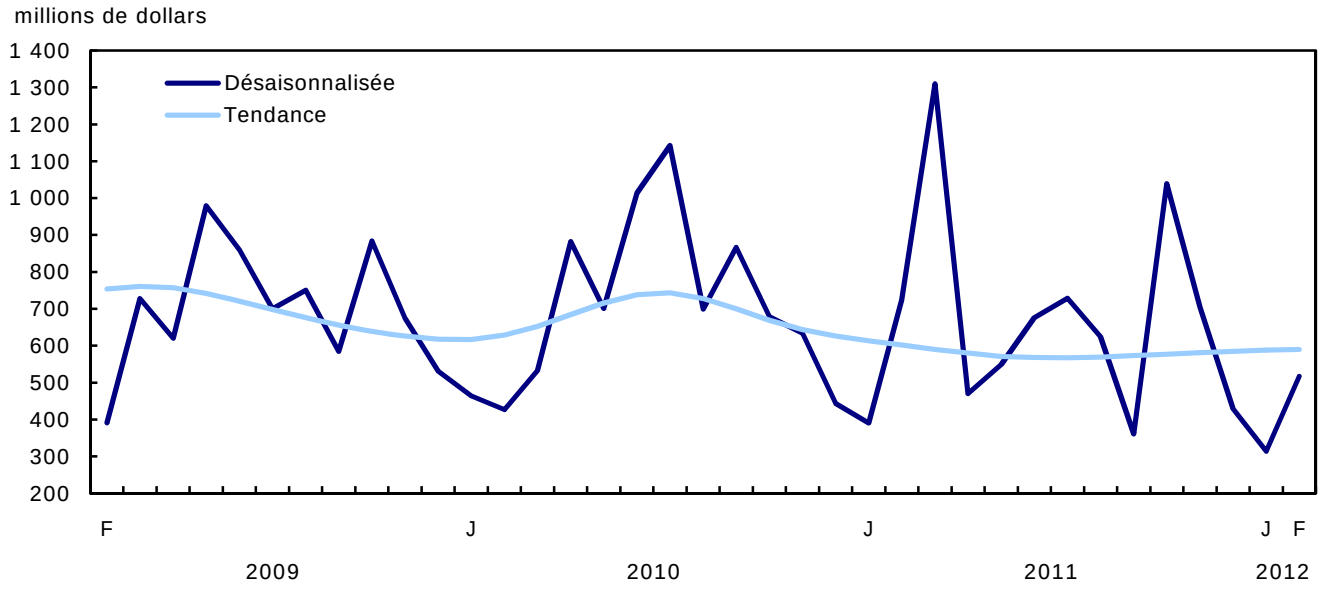
Graphique 5
Valeur commerciale des permis de bâtir



Graphique 6
Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7
Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada : perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802	Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2012 Février [p]	2012 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**6 513 411**	**6 061 420**	**7,5**	**-11,4**	**10,5**	**-1,1**	**11,7**	**-7,0**
Terre-Neuve-et-Labrador	101 307	100 473	0,8	36,5	-5,9	-35,9	63,2	-26,6
Île-du-Prince-Édouard	8 565	29 656	-71,1	43,7	-6,1	14,5	-5,9	-29,2
Nouvelle-Écosse	124 901	101 956	22,5	-28,4	11,9	60,1	-39,5	2,2
Nouveau-Brunswick	69 517	60 604	14,7	-20,0	0,5	-6,4	-7,3	-11,5
Québec	1 374 611	1 157 369	18,8	-8,6	6,6	0,1	0,2	0,2
Ontario	2 271 412	2 544 570	-10,7	-9,7	22,9	-11,9	32,5	-5,8
Manitoba	173 224	202 468	-14,4	38,5	-28,4	11,6	26,5	2,0
Saskatchewan	201 415	206 755	-2,6	18,7	-31,8	-9,0	27,1	2,6
Alberta	1 142 484	936 674	22,0	-28,9	34,3	0,9	-11,7	-8,1
Colombie-Britannique	1 040 311	714 862	45,5	-10,4	-15,8	34,3	7,1	-20,5
Yukon	3 012	4 290	-29,8	-29,9	55,1	-79,4	75,8	26,5
Territoires du Nord-Ouest	2 652	1 743	52,2	115,2	-55,8	-20,7	27,6	-17,7
Nunavut	0	0	...	...	-100,0	233,4	-21,9	21,1

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2012 Février [p]	2012 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**2 543 825**	**1 867 801**	**36,2**	**-20,6**	**0,3**	**-12,4**	**31,0**	**-16,1**
Terre-Neuve-et-Labrador	12 795	16 223	-21,1	58,7	-21,5	-79,5	246,6	-58,5
Île-du-Prince-Édouard	425	11 012	-96,1	57,4	-35,9	31,1	6,6	-36,5
Nouvelle-Écosse	64 223	16 111	298,6	-73,0	63,8	58,7	-55,2	11,6
Nouveau-Brunswick	22 691	13 680	65,9	-49,9	2,5	-20,7	-15,5	-3,1
Québec	482 304	332 154	45,2	-18,1	1,2	0,1	2,3	4,2
Ontario	799 457	731 256	9,3	-8,5	-15,9	-28,8	87,2	-23,2
Manitoba	76 651	65 759	16,6	59,0	-59,5	23,3	46,0	15,3
Saskatchewan	71 649	74 218	-3,5	51,6	-60,2	-4,1	4,9	29,5
Alberta	488 446	355 027	37,6	-46,6	73,4	3,8	-18,3	-20,2
Colombie-Britannique	522 208	250 761	108,2	-12,3	-3,8	36,8	18,2	-32,6
Yukon	686	218	214,7	-91,9	115,4	-91,8	187,6	49,1
Territoires du Nord-Ouest	2 290	1 382	65,7	1 101,7	-80,5	-50,7	9,9	24,7
Nunavut	0	0	...	...	-100,0	-2,9	-82,1	...

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2012 Février [p]	2012 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	**3 969 586**	**4 193 619**	**-5,3**	**-6,5**	**16,7**	**7,3**	**0,5**	**-0,8**
Terre-Neuve-et-Labrador	88 512	84 250	5,1	32,9	-2,8	11,7	3,5	-2,1
Île-du-Prince-Édouard	8 140	18 644	-56,3	36,7	23,4	1,8	-13,6	-23,8
Nouvelle-Écosse	60 678	85 845	-29,3	3,8	-8,9	60,6	-29,5	-3,0
Nouveau-Brunswick	46 826	46 924	-0,2	-3,1	-0,6	3,8	-0,3	-17,6
Québec	892 307	825 215	8,1	-4,1	9,3	0,2	-0,8	-1,7
Ontario	1 471 955	1 813 314	-18,8	-10,2	50,3	5,8	1,4	8,1
Manitoba	96 573	136 709	-29,4	30,4	2,9	1,9	14,0	-5,1
Saskatchewan	129 766	132 537	-2,1	5,9	-5,6	-13,1	54,7	-18,4
Alberta	654 038	581 647	12,4	-10,9	9,2	-0,9	-7,2	2,8
Colombie-Britannique	518 103	464 101	11,6	-9,4	-21,3	33,2	2,8	-14,6
Yukon	2 326	4 072	-42,9	19,0	27,1	-31,3	-29,9	10,6
Territoires du Nord-Ouest	362	361	0,3	-48,1	-44,2	11,4	54,2	-45,5
Nunavut	0	0	...	...	-100,0	247,3	-2,5	-8,4

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2012 Février [p]	2012 Janvier [r]	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre	Septembre à août
	unités		variation en pourcentage					
Canada	**207 108**	**211 356**	**-2,0**	**-7,9**	**13,6**	**5,1**	**-4,4**	**5,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	3 396	3 420	-0,7	17,3	-13,2	2,6	1,5	9,3
Île-du-Prince-Édouard	432	1 128	-61,7	-12,1	52,9	-12,5	-7,0	-39,9
Nouvelle-Écosse	2 988	5 088	-41,3	-16,7	-2,5	88,4	-46,9	15,0
Nouveau-Brunswick	2 424	1 872	29,5	-35,8	-6,5	-11,0	-12,6	-27,5
Québec	57 288	49 044	16,8	-6,5	5,7	1,0	-4,0	0,0
Ontario	72 624	88 068	-17,5	-11,6	58,0	4,1	-7,6	29,5
Manitoba	5 268	8 652	-39,1	33,3	-25,6	46,9	14,1	20,6
Saskatchewan	6 348	6 816	-6,9	-0,2	-6,1	-15,8	64,4	-32,9
Alberta	30 984	26 580	16,6	-7,8	-2,0	-5,3	-4,1	-3,2
Colombie-Britannique	24 996	20 352	22,8	-5,8	-27,0	17,9	-3,4	-1,4
Yukon	360	336	7,1	12,0	127,3	-68,6	-10,3	30,0
Territoires du Nord-Ouest	0	0	...	...	-100,0	0,0	300,0	0,0
Nunavut	0	0	...	...	-100,0	290,0	-58,3	60,0

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2012

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Janvier r	7 437	10 176	17 613	4 193 619	284 559	1 269 554	313 688	1 867 801	6 061 420
Février p	6 922	10 337	17 259	3 969 586	714 457	1 312 309	517 059	2 543 825	6 513 411
Cumulatif janv. à févr. 2012	14 359	20 513	34 872	8 163 205	999 016	2 581 863	830 747	4 411 626	12 574 831
Cumulatif janv. à févr. 2011	13 885	16 605	30 490	6 632 296	1 269 126	2 190 512	1 114 029	4 573 667	11 205 963
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	202	83	285	84 250	125	14 093	2 005	16 223	100 473
Février p	209	74	283	88 512	1 449	11 342	4	12 795	101 307
Cumulatif janv. à févr. 2012	411	157	568	172 762	1 574	25 435	2 009	29 018	201 780
Cumulatif janv. à févr. 2011	432	78	510	121 698	393	22 977	6 663	30 033	151 731
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier r	78	16	94	18 644	3 013	599	7 400	11 012	29 656
Février p	33	3	36	8 140	90	335	0	425	8 565
Cumulatif janv. à févr. 2012	111	19	130	26 784	3 103	934	7 400	11 437	38 221
Cumulatif janv. à févr. 2011	82	4	86	15 927	1 298	13 554	1 029	15 881	31 808
Nouvelle-Écosse									
Janvier r	272	152	424	85 845	1 129	13 957	1 025	16 111	101 956
Février p	226	23	249	60 678	10 321	13 969	39 933	64 223	124 901
Cumulatif janv. à févr. 2012	498	175	673	146 523	11 450	27 926	40 958	80 334	226 857
Cumulatif janv. à févr. 2011	407	303	710	152 454	1 353	57 934	16 538	75 825	228 279
Nouveau-Brunswick									
Janvier r	141	15	156	46 924	1 511	10 763	1 406	13 680	60 604
Février p	177	25	202	46 826	2 949	15 168	4 574	22 691	69 517
Cumulatif janv. à févr. 2012	318	40	358	93 750	4 460	25 931	5 980	36 371	130 121
Cumulatif janv. à févr. 2011	258	28	286	70 313	3 636	29 328	11 759	44 723	115 036
Québec									
Janvier r	1 179	2 908	4 087	825 215	43 297	182 904	105 953	332 154	1 157 369
Février p	1 380	3 394	4 774	892 307	104 420	216 468	161 416	482 304	1 374 611
Cumulatif janv. à févr. 2012	2 559	6 302	8 861	1 717 522	147 717	399 372	267 369	814 458	2 531 980
Cumulatif janv. à févr. 2011	3 179	6 504	9 683	1 839 261	112 231	406 062	190 696	708 989	2 548 250
Ontario									
Janvier r	2 808	4 531	7 339	1 813 314	117 680	499 850	113 726	731 256	2 544 570
Février p	2 114	3 938	6 052	1 471 955	174 103	466 326	159 028	799 457	2 271 412
Cumulatif janv. à févr. 2012	4 922	8 469	13 391	3 285 269	291 783	966 176	272 754	1 530 713	4 815 982
Cumulatif janv. à févr. 2011	4 556	5 200	9 756	2 223 651	414 240	766 241	717 692	1 898 173	4 121 824
Manitoba									
Janvier r	418	303	721	136 709	2 445	48 383	14 931	65 759	202 468
Février p	339	100	439	96 573	4 449	68 482	3 720	76 651	173 224
Cumulatif janv. à févr. 2012	757	403	1 160	233 282	6 894	116 865	18 651	142 410	375 692
Cumulatif janv. à févr. 2011	620	452	1 072	197 406	9 774	45 011	2 728	57 513	254 919
Saskatchewan									
Janvier r	390	178	568	132 537	13 804	55 806	4 608	74 218	206 755
Février p	382	147	529	129 766	12 394	54 573	4 682	71 649	201 415
Cumulatif janv. à févr. 2012	772	325	1 097	262 303	26 198	110 379	9 290	145 867	408 170
Cumulatif janv. à févr. 2011	618	239	857	202 250	8 121	129 422	24 534	162 077	364 327
Alberta									
Janvier r	1 316	899	2 215	581 647	60 053	252 752	42 222	355 027	936 674
Février p	1 365	1 217	2 582	654 038	93 871	304 057	90 518	488 446	1 142 484
Cumulatif janv. à févr. 2012	2 681	2 116	4 797	1 235 685	153 924	556 809	132 740	843 473	2 079 158
Cumulatif janv. à févr. 2011	2 379	960	3 339	903 391	690 737	528 047	58 016	1 276 800	2 180 191

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2012

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Janvier r	605	1 091	1 696	464 101	41 422	190 227	19 112	250 761	714 862
Février p	667	1 416	2 083	518 103	308 090	161 047	53 071	522 208	1 040 311
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 272	2 507	3 779	982 204	349 512	351 274	72 183	772 969	1 755 173
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 302	2 833	4 135	893 271	26 547	190 159	84 133	300 839	1 194 110
Yukon									
Janvier r	28	0	28	4 072	80	38	100	218	4 290
Février p	30	0	30	2 326	371	202	113	686	3 012
Cumulatif janv. à févr. 2012	58	0	58	6 398	451	240	213	904	7 302
Cumulatif janv. à févr. 2011	52	0	52	11 109	707	663	241	1 611	12 720
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier r	0	0	0	361	0	182	1 200	1 382	1 743
Février p	0	0	0	362	1 950	340	0	2 290	2 652
Cumulatif janv. à févr. 2012	0	0	0	723	1 950	522	1 200	3 672	4 395
Cumulatif janv. à févr. 2011	0	2	2	965	89	1 113	0	1 202	2 167
Nunavut									
Janvier r	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Février p	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2012	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2011	0	2	2	600	0	1	0	1	601

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2012

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Janvier r	26	48	74	14 542	2 738	524	0	3 262	17 804
Février p	23	6	29	5 574	975	0	12 002	12 977	18 551
Cumulatif janv. à févr. 2012	49	54	103	20 116	3 713	524	12 002	16 239	36 355
Cumulatif janv. à févr. 2011	39	93	132	22 293	1 662	1 912	1 200	4 774	27 067
Barrie, Ontario									
Janvier r	5	2	7	3 469	240	2 742	36	3 018	6 487
Février p	20	0	20	7 508	12 050	3 861	1 503	17 414	24 922
Cumulatif janv. à févr. 2012	25	2	27	10 977	12 290	6 603	1 539	20 432	31 409
Cumulatif janv. à févr. 2011	16	8	24	8 381	465	8 927	2 880	12 272	20 653
Brantford, Ontario									
Janvier r	35	66	101	13 034	210	916	792	1 918	14 952
Février p	18	9	27	3 827	1 249	287	752	2 288	6 115
Cumulatif janv. à févr. 2012	53	75	128	16 861	1 459	1 203	1 544	4 206	21 067
Cumulatif janv. à févr. 2011	56	45	101	13 033	87	9 067	158	9 312	22 345
Calgary, Alberta									
Janvier r	505	408	913	235 181	4 474	61 175	3 357	69 006	304 187
Février p	510	493	1 003	255 996	6 496	133 209	49 651	189 356	445 352
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 015	901	1 916	491 177	10 970	194 384	53 008	258 362	749 539
Cumulatif janv. à févr. 2011	905	327	1 232	324 614	611 932	158 290	21 585	791 807	1 116 421
Edmonton, Alberta									
Janvier r	427	350	777	205 346	13 292	78 695	21 262	113 249	318 595
Février p	473	591	1 064	270 206	44 998	62 220	24 806	132 024	402 230
Cumulatif janv. à févr. 2012	900	941	1 841	475 552	58 290	140 915	46 068	245 273	720 825
Cumulatif janv. à févr. 2011	762	471	1 233	335 785	11 468	132 468	32 689	176 625	512 410
Grand Sudbury, Ontario									
Janvier r	1	1	2	1 905	256	1 185	1 096	2 537	4 442
Février p	2	2	4	3 498	224	826	690	1 740	5 238
Cumulatif janv. à févr. 2012	3	3	6	5 403	480	2 011	1 786	4 277	9 680
Cumulatif janv. à févr. 2011	5	1	6	4 285	2 435	8 303	16 583	27 321	31 606
Guelph, Ontario									
Janvier r	20	140	160	23 255	515	17 233	1 010	18 758	42 013
Février p	33	17	50	13 258	180	4 849	528	5 557	18 815
Cumulatif janv. à févr. 2012	53	157	210	36 513	695	22 082	1 538	24 315	60 828
Cumulatif janv. à févr. 2011	69	42	111	21 834	4 912	2 418	1 060	8 390	30 224
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier r	103	114	217	43 181	495	6 985	935	8 415	51 596
Février p	79	15	94	22 195	9 625	10 534	37 430	57 589	79 784
Cumulatif janv. à févr. 2012	182	129	311	65 376	10 120	17 519	38 365	66 004	131 380
Cumulatif janv. à févr. 2011	168	271	439	81 328	494	28 187	715	29 396	110 724
Hamilton, Ontario									
Janvier r	258	166	424	121 156	2 075	13 673	37 554	53 302	174 458
Février p	240	119	359	102 503	4 214	19 016	4 997	28 227	130 730
Cumulatif janv. à févr. 2012	498	285	783	223 659	6 289	32 689	42 551	81 529	305 188
Cumulatif janv. à févr. 2011	305	382	687	150 919	8 969	60 652	8 621	78 242	229 161
Kelowna, Colombie-Britannique									
Janvier r	16	6	22	7 167	77	579	254	910	8 077
Février p	15	33	48	12 807	698	5 129	945	6 772	19 579
Cumulatif janv. à févr. 2012	31	39	70	19 974	775	5 708	1 199	7 682	27 656
Cumulatif janv. à févr. 2011	54	27	81	20 584	631	7 141	156	7 928	28 512

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2012

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Janvier r	20	0	20	5 321	421	3 718	925	5 064	10 385
Février p	26	2	28	6 471	430	5 923	885	7 238	13 709
Cumulatif janv. à févr. 2012	46	2	48	11 792	851	9 641	1 810	12 302	24 094
Cumulatif janv. à févr. 2011	52	36	88	14 878	460	1 343	195	1 998	16 876
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario									
Janvier r	104	34	138	38 777	843	20 823	5 170	26 836	65 613
Février p	109	98	207	60 507	465	24 740	6 673	31 878	92 385
Cumulatif janv. à févr. 2012	213	132	345	99 284	1 308	45 563	11 843	58 714	157 998
Cumulatif janv. à févr. 2011	207	255	462	95 761	164 344	60 710	9 560	234 614	330 375
London, Ontario									
Janvier r	98	42	140	40 742	1 147	11 713	495	13 355	54 097
Février p	142	6	148	47 860	2 928	7 592	3 178	13 698	61 558
Cumulatif janv. à févr. 2012	240	48	288	88 602	4 075	19 305	3 673	27 053	115 655
Cumulatif janv. à févr. 2011	190	107	297	68 456	1 092	17 797	77 145	96 034	164 490
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	34	5	39	16 400	817	3 079	388	4 284	20 684
Février p	25	20	45	11 213	65	2 795	190	3 050	14 263
Cumulatif janv. à févr. 2012	59	25	84	27 613	882	5 874	578	7 334	34 947
Cumulatif janv. à févr. 2011	7	5	12	3 766	1 227	3 868	9 273	14 368	18 134
Montréal, Québec									
Janvier r	429	1 210	1 639	369 081	11 943	115 970	42 114	170 027	539 108
Février p	361	1 805	2 166	423 216	22 897	116 971	44 063	183 931	607 147
Cumulatif janv. à févr. 2012	790	3 015	3 805	792 297	34 840	232 941	86 177	353 958	1 146 255
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 119	4 036	5 155	994 163	37 677	178 548	83 369	299 594	1 293 757
Oshawa, Ontario									
Janvier r	94	12	106	41 963	2 193	3 036	355	5 584	47 547
Février p	59	145	204	47 425	20	2 400	595	3 015	50 440
Cumulatif janv. à févr. 2012	153	157	310	89 388	2 213	5 436	950	8 599	97 987
Cumulatif janv. à févr. 2011	110	87	197	59 026	812	9 659	22 574	33 045	92 071
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier r	186	355	541	83 289	2 163	121 740	24 017	147 920	231 209
Février p	52	156	208	53 865	280	80 107	36 846	117 233	171 098
Cumulatif janv. à févr. 2012	238	511	749	137 154	2 443	201 847	60 863	265 153	402 307
Cumulatif janv. à févr. 2011	449	968	1 417	197 095	2 466	99 790	74 340	176 596	373 691
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier r	57	142	199	34 809	12	2 621	577	3 210	38 019
Février p	38	119	157	24 735	73	22 195	8 342	30 610	55 345
Cumulatif janv. à févr. 2012	95	261	356	59 544	85	24 816	8 919	33 820	93 364
Cumulatif janv. à févr. 2011	140	435	575	80 914	852	15 285	8 995	25 132	106 046
Peterborough, Ontario									
Janvier r	16	7	23	5 313	578	1 798	10	2 386	7 699
Février p	7	3	10	4 430	1 170	2 338	0	3 508	7 938
Cumulatif janv. à févr. 2012	23	10	33	9 743	1 748	4 136	10	5 894	15 637
Cumulatif janv. à févr. 2011	12	3	15	4 757	2 190	2 237	50	4 477	9 234
Québec, Québec									
Janvier r	89	693	782	118 727	1 745	16 543	7 938	26 226	144 953
Février p	126	662	788	115 416	1 141	11 745	17 686	30 572	145 988
Cumulatif janv. à févr. 2012	215	1 355	1 570	234 143	2 886	28 288	25 624	56 798	290 941
Cumulatif janv. à févr. 2011	270	629	899	168 524	2 609	59 532	14 321	76 462	244 986

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2012

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Janvier r	117	106	223	40 924	7 904	12 602	454	20 960	61 884
Février p	97	25	122	27 863	4 838	17 780	2 406	25 024	52 887
Cumulatif janv. à févr. 2012	214	131	345	68 787	12 742	30 382	2 860	45 984	114 771
Cumulatif janv. à févr. 2011	173	148	321	55 741	1 090	62 342	16 487	79 919	135 660
Saguenay, Québec									
Janvier r	11	29	40	6 713	708	933	8 941	10 582	17 295
Février p	23	35	58	9 957	256	628	1 673	2 557	12 514
Cumulatif janv. à févr. 2012	34	64	98	16 670	964	1 561	10 614	13 139	29 809
Cumulatif janv. à févr. 2011	66	39	105	21 205	3 013	4 386	4 763	12 162	33 367
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	21	2	23	11 576	160	3 091	800	4 051	15 627
Février p	39	4	43	10 622	0	958	1 350	2 308	12 930
Cumulatif janv. à févr. 2012	60	6	66	22 198	160	4 049	2 150	6 359	28 557
Cumulatif janv. à févr. 2011	60	8	68	16 817	490	5 184	105	5 779	22 596
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier r	192	53	245	63 687	4 159	27 723	1 281	33 163	96 850
Février p	189	73	262	68 220	5 571	22 510	1 939	30 020	98 240
Cumulatif janv. à févr. 2012	381	126	507	131 907	9 730	50 233	3 220	63 183	195 090
Cumulatif janv. à févr. 2011	291	42	333	101 120	6 246	18 055	2 870	27 171	128 291
Sherbrooke, Québec									
Janvier r	35	124	159	25 992	2	7 197	2 136	9 335	35 327
Février p	84	79	163	30 742	295	8 581	25 498	34 374	65 116
Cumulatif janv. à févr. 2012	119	203	322	56 734	297	15 778	27 634	43 709	100 443
Cumulatif janv. à févr. 2011	165	248	413	60 877	1 676	3 500	22 745	27 921	88 798
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier r	83	21	104	26 622	2 867	6 385	64	9 316	35 938
Février p	37	32	69	18 287	4 446	4 982	1 024	10 452	28 739
Cumulatif janv. à févr. 2012	120	53	173	44 909	7 313	11 367	1 088	19 768	64 677
Cumulatif janv. à févr. 2011	131	83	214	46 367	2 813	30 033	730	33 576	79 943
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	129	25	154	60 893	0	11 686	1 300	12 986	73 879
Février p	125	62	187	63 292	1 237	9 671	3	10 911	74 203
Cumulatif janv. à févr. 2012	254	87	341	124 185	1 237	21 357	1 303	23 897	148 082
Cumulatif janv. à févr. 2011	219	76	295	72 825	200	11 949	6 290	18 439	91 264
Thunder Bay, Ontario									
Janvier r	5	0	5	1 793	38	1 556	423	2 017	3 810
Février p	17	0	17	3 690	38	1 646	322	2 006	5 696
Cumulatif janv. à févr. 2012	22	0	22	5 483	76	3 202	745	4 023	9 506
Cumulatif janv. à févr. 2011	12	19	31	3 717	3 690	4 983	630	9 303	13 020
Toronto, Ontario									
Janvier r	1 183	3 451	4 634	1 163 084	50 700	251 896	29 970	332 566	1 495 650
Février p	785	3 143	3 928	889 934	109 784	264 384	50 835	425 003	1 314 937
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 968	6 594	8 562	2 053 018	160 484	516 280	80 805	757 569	2 810 587
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 741	2 616	4 357	1 097 753	63 215	321 404	476 587	861 206	1 958 959
Trois-Rivières, Québec									
Janvier r	9	50	59	8 967	20	3 503	5 390	8 913	17 880
Février p	14	22	36	6 342	15	12 627	4 608	17 250	23 592
Cumulatif janv. à févr. 2012	23	72	95	15 309	35	16 130	9 998	26 163	41 472
Cumulatif janv. à févr. 2011	27	64	91	18 673	465	5 039	1 274	6 778	25 451

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2012

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales [1]	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				Total
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	Total	
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier r	275	646	921	263 131	32 774	142 633	9 545	184 952	448 083
Février p	352	984	1 336	335 153	12 732	122 620	20 802	156 154	491 307
Cumulatif janv. à févr. 2012	627	1 630	2 257	598 284	45 506	265 253	30 347	341 106	939 390
Cumulatif janv. à févr. 2011	600	2 288	2 888	569 488	16 419	136 895	30 859	184 173	753 661
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier r	57	144	201	35 974	954	3 150	85	4 189	40 163
Février p	42	266	308	60 827	521	5 685	1 555	7 761	68 588
Cumulatif janv. à févr. 2012	99	410	509	96 801	1 475	8 835	1 640	11 950	108 751
Cumulatif janv. à févr. 2011	110	240	350	78 814	1 639	10 046	3 102	14 787	93 601
Windsor, Ontario									
Janvier r	50	38	88	20 567	1 111	792	919	2 822	23 389
Février p	46	8	54	16 820	1 485	2 909	29 408	33 802	50 622
Cumulatif janv. à févr. 2012	96	46	142	37 387	2 596	3 701	30 327	36 624	74 011
Cumulatif janv. à févr. 2011	43	9	52	14 976	1 469	5 109	1 844	8 422	23 398
Winnipeg, Manitoba									
Janvier r	223	287	510	81 781	531	17 031	14 385	31 947	113 728
Février p	188	38	226	55 399	3 608	17 806	3 685	25 099	80 498
Cumulatif janv. à févr. 2012	411	325	736	137 180	4 139	34 837	18 070	57 046	194 226
Cumulatif janv. à févr. 2011	415	428	843	144 793	6 267	31 809	2 509	40 585	185 378

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2012

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Canada							
Janvier r	4 372	10	768	1 821	5 870	460	13 301
Février p	4 441	10	697	1 134	7 103	784	14 169
Cumulatif janv. à févr. 2012	8 813	20	1 465	2 955	12 973	1 244	27 470
Cumulatif janv. à févr. 2011	8 119	18	1 203	2 427	9 821	1 363	22 951
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier r	84	1	0	0	81	2	168
Février p	76	0	2	8	54	10	150
Cumulatif janv. à févr. 2012	160	1	2	8	135	12	318
Cumulatif janv. à févr. 2011	118	0	1	28	36	13	196
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier r	17	0	0	0	4	12	33
Février p	8	1	2	0	0	1	12
Cumulatif janv. à févr. 2012	25	1	2	0	4	13	45
Cumulatif janv. à févr. 2011	19	0	0	0	4	0	23
Nouvelle-Écosse							
Janvier r	121	3	6	0	107	42	279
Février p	105	1	2	5	8	8	129
Cumulatif janv. à févr. 2012	226	4	8	5	115	50	408
Cumulatif janv. à févr. 2011	180	2	28	13	260	4	487
Nouveau-Brunswick							
Janvier r	25	0	4	0	2	9	40
Février p	40	2	16	0	2	8	68
Cumulatif janv. à févr. 2012	65	2	20	0	4	17	108
Cumulatif janv. à févr. 2011	53	0	10	4	0	14	81
Québec							
Janvier r	512	3	166	98	1 322	130	2 231
Février p	1 057	2	241	75	2 145	399	3 919
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 569	5	407	173	3 467	529	6 150
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 844	12	443	154	3 678	597	6 728
Ontario							
Janvier r	1 860	1	422	1 324	2 641	75	6 323
Février p	1 071	3	89	477	3 172	112	4 924
Cumulatif janv. à févr. 2012	2 931	4	511	1 801	5 813	187	11 247
Cumulatif janv. à févr. 2011	2 642	2	349	1 569	2 778	341	7 681
Manitoba							
Janvier r	240	2	2	0	218	84	546
Février p	182	0	4	0	73	23	282
Cumulatif janv. à févr. 2012	422	2	6	0	291	107	828
Cumulatif janv. à févr. 2011	381	0	2	22	421	8	834
Saskatchewan							
Janvier r	212	0	6	14	153	5	390
Février p	262	0	12	5	116	14	409
Cumulatif janv. à févr. 2012	474	0	18	19	269	19	799
Cumulatif janv. à févr. 2011	345	0	10	58	159	12	584
Alberta							
Janvier r	913	0	136	187	528	48	1 812
Février p	1 059	0	242	178	701	96	2 276
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 972	0	378	365	1 229	144	4 088
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 594	2	306	230	341	84	2 557
Colombie-Britannique							
Janvier r	385	0	26	198	814	53	1 476
Février p	574	1	87	386	832	113	1 993
Cumulatif janv. à févr. 2012	959	1	113	584	1 646	166	3 469
Cumulatif janv. à févr. 2011	933	0	52	349	2 142	290	3 766

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2012

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Yukon							
Janvier r	3	0	0	0	0	0	3
Février p	7	0	0	0	0	0	7
Cumulatif janv. à févr. 2012	10	0	0	0	0	0	10
Cumulatif janv. à févr. 2011	10	0	0	0	0	0	10
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier r	0	0	0	0	0	0	0
Février p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2012	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2011	0	0	0	0	2	0	2
Nunavut							
Janvier r	0	0	0	0	0	0	0
Février p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2012	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2011	0	0	2	0	0	0	2

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2012

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	21	0	0	0	6	0	27
Barrie, Ontario	11	0	0	0	0	0	11
Brantford, Ontario	10	0	4	5	0	0	19
Calgary, Alberta	439	0	54	76	361	2	932
Edmonton, Alberta	407	0	162	75	275	79	998
Grand Sudbury, Ontario	1	0	0	0	0	2	3
Guelph, Ontario	18	0	8	7	0	2	35
Halifax, Nouvelle-Écosse	40	0	0	5	4	6	55
Hamilton, Ontario	130	0	14	66	0	39	249
Kelowna, Colombie-Britannique	14	0	0	22	2	9	47
Kingston, Ontario	14	0	0	0	2	0	16
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	59	0	2	12	76	8	157
London, Ontario	77	0	0	5	0	1	83
Moncton, Nouveau- Brunswick	7	0	14	0	2	4	27
Montréal, Québec	339	0	52	49	1 147	300	1 887
Oshawa, Ontario	32	0	2	0	139	4	177
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	63	0	33	50	149	27	322
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	27	0	14	50	81	12	184
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	36	0	19	0	68	15	138
Peterborough, Ontario	4	0	0	0	0	3	7
Québec, Québec	119	0	49	0	506	12	686
Regina, Saskatchewan	79	0	2	0	22	1	104
Saguenay, Québec	22	0	0	0	24	6	52
Saint John, Nouveau-Brunswick	10	0	2	0	0	3	15
Saskatoon, Saskatchewan	153	0	10	0	53	10	226
Sherbrooke, Québec	78	0	20	4	42	3	147
St. Catharines-Niagara, Ontario	20	0	0	26	0	6	52
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	50	0	2	8	47	5	112
Thunder Bay, Ontario	8	1	0	0	0	0	9
Toronto, Ontario	425	0	23	282	2 813	25	3 568
Trois-Rivières, Québec	12	0	0	0	11	9	32
Vancouver, Colombie-Britannique	324	0	70	328	535	52	1 309
Victoria, Colombie-Britannique	39	0	6	13	206	41	305
Windsor, Ontario	25	0	0	8	0	0	33
Winnipeg, Manitoba	129	0	4	0	12	22	167

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2012

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	39	0	0	46	8	0	93
Barrie, Ontario	15	0	0	0	2	0	17
Brantford, Ontario	36	0	6	9	60	0	111
Calgary, Alberta	830	0	99	208	592	2	1 731
Edmonton, Alberta	737	0	245	107	479	110	1 678
Grand Sudbury, Ontario	2	0	0	0	0	3	5
Guelph, Ontario	33	0	10	50	91	6	190
Halifax, Nouvelle-Écosse	102	0	4	5	103	18	232
Hamilton, Ontario	323	0	26	217	0	42	608
Kelowna, Colombie-Britannique	25	0	0	22	6	11	64
Kingston, Ontario	29	0	0	0	2	0	31
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	137	0	2	40	76	14	269
London, Ontario	150	0	2	41	4	1	198
Moncton, Nouveau- Brunswick	15	0	16	0	4	5	40
Montréal, Québec	569	0	106	105	1 775	363	2 918
Oshawa, Ontario	102	0	5	8	139	5	259
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	232	1	47	397	225	39	941
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	166	0	20	387	81	24	678
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	66	1	27	10	144	15	263
Peterborough, Ontario	16	0	0	7	0	3	26
Québec, Québec	167	0	91	7	903	24	1 192
Regina, Saskatchewan	155	0	4	0	126	1	286
Saguenay, Québec	27	0	0	0	40	10	77
Saint John, Nouveau-Brunswick	15	0	4	0	0	3	22
Saskatoon, Saskatchewan	278	0	14	0	98	14	404
Sherbrooke, Québec	97	0	48	15	75	13	248
St. Catharines-Niagara, Ontario	82	0	4	39	0	10	135
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	122	0	2	8	72	5	209
Thunder Bay, Ontario	12	1	0	0	0	0	13
Toronto, Ontario	1 308	0	394	890	5 262	48	7 902
Trois-Rivières, Québec	17	0	6	0	23	24	70
Vancouver, Colombie-Britannique	514	0	80	437	1 030	84	2 145
Victoria, Colombie-Britannique	78	0	6	14	342	48	488
Windsor, Ontario	62	0	0	46	0	0	108
Winnipeg, Manitoba	314	0	6	0	216	104	640

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2012

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Canada					
Janvier r	2 894 352	240 291	1 051 098	254 876	4 440 617
Février p	2 920 086	642 947	1 092 732	472 242	5 128 007
Cumulatif janv. à févr. 2012	5 814 438	883 238	2 143 830	727 118	9 568 624
Cumulatif janv. à févr. 2011	4 428 085	1 138 213	1 762 187	1 013 848	8 342 333
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier r	32 503	125	14 093	2 005	48 726
Février p	31 796	1 449	11 342	4	44 591
Cumulatif janv. à févr. 2012	64 299	1 574	25 435	2 009	93 317
Cumulatif janv. à févr. 2011	38 796	393	22 977	6 663	68 829
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier r	5 336	3 013	599	7 400	16 348
Février p	2 409	90	335	0	2 834
Cumulatif janv. à févr. 2012	7 745	3 103	934	7 400	19 182
Cumulatif janv. à févr. 2011	4 284	1 298	13 554	1 029	20 165
Nouvelle-Écosse					
Janvier r	49 006	1 129	13 957	1 025	65 117
Février p	28 164	10 321	13 969	39 933	92 387
Cumulatif janv. à févr. 2012	77 170	11 450	27 926	40 958	157 504
Cumulatif janv. à févr. 2011	85 704	1 353	57 934	16 538	161 529
Nouveau-Brunswick					
Janvier r	7 535	1 511	8 008	1 406	18 460
Février p	11 078	2 949	10 072	4 574	28 673
Cumulatif janv. à févr. 2012	18 613	4 460	18 080	5 980	47 133
Cumulatif janv. à févr. 2011	13 638	3 636	18 953	11 759	47 986
Québec					
Janvier r	389 096	25 570	102 675	47 141	564 482
Février p	667 956	50 672	158 434	116 599	993 661
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 057 052	76 242	261 109	163 740	1 558 143
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 088 814	69 770	246 266	90 515	1 495 365
Ontario					
Janvier r	1 438 314	91 139	420 999	113 726	2 064 178
Février p	1 046 966	156 341	369 755	159 028	1 732 090
Cumulatif janv. à févr. 2012	2 485 280	247 480	790 754	272 754	3 796 268
Cumulatif janv. à févr. 2011	1 539 102	325 788	593 868	717 692	3 176 450
Manitoba					
Janvier r	87 504	2 445	31 557	14 931	136 437
Février p	63 813	4 449	36 191	3 720	108 173
Cumulatif janv. à févr. 2012	151 317	6 894	67 748	18 651	244 610
Cumulatif janv. à févr. 2011	129 466	9 774	37 909	2 728	179 877
Saskatchewan					
Janvier r	75 707	13 804	55 806	4 608	149 925
Février p	89 991	12 394	54 573	4 682	161 640
Cumulatif janv. à févr. 2012	165 698	26 198	110 379	9 290	311 565
Cumulatif janv. à févr. 2011	120 781	8 121	129 422	24 534	282 858
Alberta					
Janvier r	430 413	60 053	212 957	42 222	745 645
Février p	514 858	93 871	276 472	90 518	975 719
Cumulatif janv. à févr. 2012	945 271	153 924	489 429	132 740	1 721 364
Cumulatif janv. à févr. 2011	646 434	690 737	449 368	58 016	1 844 555
Colombie-Britannique					
Janvier r	377 824	41 422	190 227	19 112	628 585
Février p	461 904	308 090	161 047	53 071	984 112
Cumulatif janv. à févr. 2012	839 728	349 512	351 274	72 183	1 612 697
Cumulatif janv. à févr. 2011	756 914	26 547	190 159	84 133	1 057 753

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2012

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Yukon					
Janvier r	753	80	38	100	971
Février p	789	371	202	113	1 475
Cumulatif janv. à févr. 2012	1 542	451	240	213	2 446
Cumulatif janv. à févr. 2011	2 587	707	663	241	4 198
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier r	361	0	182	1 200	1 743
Février p	362	1 950	340	0	2 652
Cumulatif janv. à févr. 2012	723	1 950	522	1 200	4 395
Cumulatif janv. à févr. 2011	965	89	1 113	0	2 167
Nunavut					
Janvier r	0	0	0	0	0
Février p	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2012	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2011	600	0	1	0	601

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2012

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	5 086	975	0	12 002	18 063
Barrie, Ontario	3 878	12 050	3 161	1 503	20 592
Brantford, Ontario	2 350	1 249	235	752	4 586
Calgary, Alberta	216 964	6 496	133 209	49 651	406 320
Edmonton, Alberta	229 122	44 998	62 220	24 806	361 146
Grand Sudbury, Ontario	2 232	224	676	690	3 822
Guelph, Ontario	8 574	180	3 970	528	13 252
Halifax, Nouvelle-Écosse	12 919	9 625	10 534	37 430	70 508
Hamilton, Ontario	63 990	4 214	15 569	4 997	88 770
Kelowna, Colombie-Britannique	11 897	698	5 129	945	18 669
Kingston, Ontario	3 469	430	4 849	885	9 633
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	40 733	465	20 256	6 673	68 127
London, Ontario	25 513	2 928	6 216	3 178	37 835
Moncton, Nouveau-Brunswick	3 401	65	2 795	190	6 451
Montréal, Québec	343 621	22 897	93 524	25 149	485 191
Oshawa, Ontario	34 633	20	1 965	595	37 213
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	65 898	353	83 333	41 607	191 191
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	45 706	280	65 587	36 846	148 419
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	20 192	73	17 746	4 761	42 772
Peterborough, Ontario	2 535	1 170	1 914	0	5 619
Québec, Québec	93 745	1 141	9 391	10 094	114 371
Regina, Saskatchewan	21 591	4 838	17 780	2 406	46 615
Saguenay, Québec	8 154	256	502	955	9 867
Saint John, Nouveau-Brunswick	2 804	0	958	1 350	5 112
Saskatoon, Saskatchewan	53 641	5 571	22 510	1 939	83 661
Sherbrooke, Québec	25 191	295	6 861	14 553	46 900
St. Catharines-Niagara, Ontario	11 460	4 446	4 079	1 024	21 009
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	24 425	1 237	9 671	3	35 336
Thunder Bay, Ontario	1 944	38	1 348	322	3 652
Toronto, Ontario	708 221	109 784	216 461	50 835	1 085 301
Trois-Rivières, Québec	5 200	15	10 096	2 630	17 941
Vancouver, Colombie-Britannique	317 771	12 732	122 620	20 802	473 925
Victoria, Colombie-Britannique	58 544	521	5 685	1 555	66 305
Windsor, Ontario	9 456	1 485	2 382	29 408	42 731
Winnipeg, Manitoba	45 130	3 608	17 806	3 685	70 229

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2012

	Valeur de la construction				
	Résidentiel	Non résidentiel			Total
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	18 443	3 713	524	12 002	34 682
Barrie, Ontario	6 443	12 290	5 542	1 539	25 814
Brantford, Ontario	13 726	1 459	1 030	1 544	17 759
Calgary, Alberta	411 084	10 970	194 384	53 008	669 446
Edmonton, Alberta	396 841	58 290	140 915	46 068	642 114
Grand Sudbury, Ontario	3 705	480	1 705	1 786	7 676
Guelph, Ontario	29 681	695	18 933	1 538	50 847
Halifax, Nouvelle-Écosse	44 685	10 120	17 519	38 365	110 689
Hamilton, Ontario	158 631	6 289	27 441	42 551	234 912
Kelowna, Colombie-Britannique	18 012	775	5 708	1 199	25 694
Kingston, Ontario	7 329	851	8 077	1 810	18 067
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	69 568	1 308	38 336	11 843	121 055
London, Ontario	57 144	4 075	16 386	3 673	81 278
Moncton, Nouveau-Brunswick	6 042	882	5 874	578	13 376
Montréal, Québec	544 491	34 840	163 023	42 657	785 011
Oshawa, Ontario	65 220	2 213	4 601	950	72 984
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	155 793	2 528	190 608	65 864	414 793
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	117 006	2 443	171 291	60 863	351 603
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	38 787	85	19 317	5 001	63 190
Peterborough, Ontario	6 665	1 748	3 475	10	11 898
Québec, Québec	159 706	2 886	19 305	13 394	195 291
Regina, Saskatchewan	48 909	12 742	30 382	2 860	94 893
Saguenay, Québec	11 764	964	1 061	4 672	18 461
Saint John, Nouveau-Brunswick	4 884	160	4 049	2 150	11 243
Saskatoon, Saskatchewan	95 683	9 730	50 233	3 220	158 866
Sherbrooke, Québec	39 217	297	11 174	15 441	66 129
St. Catharines-Niagara, Ontario	31 344	7 313	9 623	1 088	49 368
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	48 232	1 237	21 357	1 303	72 129
Thunder Bay, Ontario	3 224	76	2 699	745	6 744
Toronto, Ontario	1 720 458	160 484	435 176	80 805	2 396 923
Trois-Rivières, Québec	10 080	35	12 195	4 871	27 181
Vancouver, Colombie-Britannique	555 740	45 506	265 253	30 347	896 846
Victoria, Colombie-Britannique	90 641	1 475	8 835	1 640	102 591
Windsor, Ontario	25 603	2 596	3 070	30 327	61 596
Winnipeg, Manitoba	117 457	4 139	34 837	18 070	174 503

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2012

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	**2 207 921**	**12 795**	**425**	**64 223**	**17 595**	**325 705**	**685 124**
Industriel	**642 947**	**1 449**	**90**	**10 321**	**2 949**	**50 672**	**156 341**
Usines, fabriques	514 828	1 233	0	9 500	2 400	37 246	120 396
Transports, services	71 567	0	0	0	0	2 838	15 565
Mines et agriculture	21 074	0	0	0	0	5 300	5 647
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations [1]	35 478	216	90	821	549	5 288	14 733
Commercial	**1 092 732**	**11 342**	**335**	**13 969**	**10 072**	**158 434**	**369 755**
Commerces et services	275 741	5 211	0	3 535	2 767	38 012	132 618
Entrepôts	106 707	0	0	280	0	22 764	13 910
Postes d'essence	17 879	350	0	720	458	3 090	5 629
Edifices à bureaux	346 583	3 700	0	1 203	3 433	45 354	89 386
Loisirs	64 128	0	0	3 060	0	3 491	46 272
Hôtels, restaurants	120 141	0	0	300	458	14 036	21 961
Laboratoires	9 987	0	0	0	0	2 223	2 000
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations [1]	151 566	2 081	335	4 871	2 956	29 464	57 979
Institutionnel et gouvernemental	**472 242**	**4**	**0**	**39 933**	**4 574**	**116 599**	**159 028**
Écoles, éducation	163 679	0	0	39 530	805	47 686	49 602
Hôpitaux, médical	43 479	0	0	0	1 350	16 487	11 970
Bien-être, foyers	120 689	0	0	0	1 850	7 545	59 182
Églises, religion	20 232	0	0	0	0	700	9 350
Bureaux gouvernementaux	97 328	0	0	305	0	39 096	15 887
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations [1]	26 835	4	0	98	569	5 085	13 037

	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	**44 360**	**71 649**	**460 861**	**522 208**	**686**	**2 290**	**0**
Industriel	**4 449**	**12 394**	**93 871**	**308 090**	**371**	**1 950**	**0**
Usines, fabriques	950	2 764	43 203	297 136	0	0	0
Transports, services	2 775	5 081	40 516	3 492	0	1 300	0
Mines et agriculture	0	3 250	3 473	2 884	0	520	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations [1]	724	1 299	6 679	4 578	371	130	0
Commercial	**36 191**	**54 573**	**276 472**	**161 047**	**202**	**340**	**0**
Commerces et services	12 050	10 294	50 884	20 370	0	0	0
Entrepôts	2 194	16 376	27 334	23 849	0	0	0
Postes d'essence	390	1 725	3 760	1 757	0	0	0
Edifices à bureaux	11 019	15 923	105 324	71 241	0	0	0
Loisirs	4 005	0	5 259	2 041	0	0	0
Hôtels, restaurants	560	6 708	56 574	19 544	0	0	0
Laboratoires	0	0	5 444	320	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations [1]	5 973	3 547	21 893	21 925	202	340	0
Institutionnel et gouvernemental	**3 720**	**4 682**	**90 518**	**53 071**	**113**	**0**	**0**
Écoles, éducation	1 200	1 362	8 350	15 144	0	0	0
Hôpitaux, médical	0	1 906	8 616	3 150	0	0	0
Bien-être, foyers	536	0	50 276	1 300	0	0	0
Églises, religion	0	375	6 257	3 550	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	1 750	0	14 040	26 250	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations [1]	234	1 039	2 979	3 677	113	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 $ pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypohèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur aggrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'aggrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants:unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées des ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont revisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données revisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (nº 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fondent sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2006. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2006 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2006. On compte cent onze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2006. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2011, plus de 98 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l 'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	Cité / City
CC	Chartered community
CÉ	Cité
CG	Community government
CM	County (municipality)
CN	Colonie de la couronne / Crown colony
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Réserve indienne / Indian reserve
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipalité / Municipality
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisgaa land
NO	Non organisé / Unorganized
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Paroisse (municipalité de) / Parish
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Communauté rurale / Rural community
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Établissement indien / Indian settlement
SA	Special area
SC	Subdivision municipalité de comté / Subdivision of county municipality
SÉ	Établissement / Settlement
SET	Settlement
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision non organisée / Subdivision of unorganized
SV	Summer village
T	Town

TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Ville / Town
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique